

Fiche de lecture

Janvier 2013

« La crise qui vient », par Laurent Davezies

La république des idées, Seuil, 2012



Mosaïque romaine, Bulgarie

Laurent Davezies est géographe, responsable au CNAM de la chaire Economie et développement des territoires. Son principal objet d'étude porte sur les inégalités entre territoires : il tente de mesurer l'impact de la crise sur la situation des territoires et les solutions envisageables. En septembre 2014, il a cosigné avec T. Puech, une note de la Fondation Terra Nova, « La nouvelle question territoriale », contribution à l'actuelle réflexion sur la réforme territoriale.

Objet de l'ouvrage

Le livre traite des grandes disparités territoriales en France sur le plan économique (richesse produite, consommation, emploi), de leur évolution depuis la crise de 2008 et surtout de l'avenir qui attend aujourd'hui les différents territoires. Il souligne combien, en économie, l'approche territoriale est délaissée : la crise est étudiée soit de manière globale soit par secteurs. Ses répercussions territoriales sont mal mesurées. Or, dit-il, le territoire, c'est le réel, la crise n'est pas « hors sol » et ses conséquences sociales comme politiques sont des conséquences « situées ». La cohésion sociale d'ensemble dépend de critères territoriaux.

L'ouvrage comporte deux grandes parties : il mesure d'abord les conséquences de la crise financière de 2008-2009 sur les territoires, qu'il considère comme une sorte de premier test en grandeur nature d'une autre crise, plus grave, qui reste à venir.

Il analyse ensuite ce que pourrait être les conséquences de « la crise qui vient », celle qui ajoutera à la crise productive les effets de la réduction des dépenses et des emplois publics, voire des transferts sociaux. Il décèle un risque majeur : celui d'une fracture qui s'élargirait entre des territoires gagnants (essentiellement les

métropoles) et les autres, qu'il s'agisse de territoires déjà en difficulté ou de territoires qui jusqu'ici avaient réussi à tirer leur épingle du jeu grâce à une économie résidentielle (tourisme, commerce, emplois de proximité) et aux transferts sociaux.

L'impact de la crise de 2008-2009 (crise financière et bancaire)

Globalement, le PIB a diminué de 2,5 % ; entre 2008 et 2009 la France a perdu 350 000 emplois (475 000 emplois marchands privés) ; le chômage est passé de 7,5 % à 10 %. La crise (moins forte en France, le PIB a en moyenne diminué de 3,1 % dans l'OCDE) semble avoir été plus violente que les précédentes, notamment celle de 1993.

Pourtant des amortisseurs ont joué, massivement : c'est l'intérim qui a fait les frais du plus gros recul de l'activité et les entreprises ont globalement essayé d'éviter les licenciements. Le poids des rémunérations dans la valeur ajoutée n'a pas baissé, ce qui a atténué le choc sur la consommation. Ce maintien des rémunérations salariées, l'augmentation (même ralentie par rapport à la période précédente) de l'emploi public et l'augmentation des prestations sociales ont atténué le choc, même si la crise a fortement fait baisser les créations d'emploi dans les secteurs les plus dynamiques (tertiaire supérieur et secteur dit domestique, commerce, tourisme, restauration). Le revenu disponible a même augmenté dans toutes les régions, grâce, il est vrai, aux revenus non marchands.

Pour autant, les territoires ont été inégalement touchés pour ce qui concerne l'emploi. Ce sont les régions industrielles (le plus souvent du nord et de l'est) qui ont subi le plus gros du choc en termes d'emploi (parmi les régions les plus fortement touchées : Haute-Normandie, Franche-Comté, Lorraine, Picardie, Champagne-Ardenne, avec une seule région non industrielle, le Limousin), à cause du déclin traditionnel de ce type d'emplois mais aussi du recul plus fort de l'emploi dit « dynamique » (celui des secteurs normalement en croissance) et de la plus faible progression qu'ailleurs de l'emploi public (ces régions ne sont pas dynamiques démographiquement). Les emplois masculins ont souffert davantage, ce qui fragilise encore certains ménages, les territoires périurbains ont été fortement touchés dans certaines zones. Signe fort de difficulté, le vote FN s'est développé dans les territoires les plus sinistrés. Globalement, les amortisseurs de la crise ont moins joué dans ces zones.

Les grandes métropoles ont dans l'ensemble été protégées ou, du moins, moins touchées : elles ont pour la plupart cessé depuis un moment d'être industrielles. Le Nord, terre traditionnelle de difficultés économiques et sociales, a été ainsi relativement protégé grâce à l'émergence de la métropole lilloise.

La crise qui vient

La crise dite « des dettes publiques », venant après la crise bancaire et financière, va selon l'auteur, amplifier la précédente, si elle se traduit par une réduction drastique des dépenses publiques qui viendrait s'ajouter à une reprise difficile de l'activité.

L'ouvrage tente d'abord de mesurer les effets redistributifs des budgets publics et sociaux. Il constate qu'il existe des données sur certains types de redistribution

territoriale (politique de la ville, actions de la DATAR, contrats territoriaux) mais pas de données détaillées sur l'impact sur les régions des prélèvements d'un côté, de l'affectation des dépenses publiques et sociales de l'autre. Or, c'est cette redistribution qui est, selon l'ouvrage, le mécanisme le plus puissant de cohésion nationale. Ainsi, alors que depuis longtemps, entre les régions, les PIB par habitant se creusent, les revenus disponibles par habitant, eux, se rapprochent.

Faute de données, l'ouvrage tente donc de mesurer approximativement cette redistribution, que celle-ci tienne aux solidarités sociales (prestations), à l'implantation des administrations ou à la mobilité des personnes (les retraités se concentrent dans certaines régions). Il constate que le poids des prestations sociales dans les revenus (retraites mais aussi allocations familiales ou RSA) est très variable selon les régions. Le poids des salaires publics l'est également, de même que, plus globalement, le poids de la valeur ajoutée des administrations publiques (16 % en Ile de France, 25 % dans le Nord Pas de Calais, 29 % dans le Limousin).

Il conclut que ces différences ont permis le développement de certaines régions peu compétitives et ont en tout cas contribué à contenir le creusement des inégalités. L'éventuelle réduction des dépenses publiques voire des prestations sociales aurait sur les régions en difficulté des conséquences fortes. Si le choix portait à l'inverse sur l'augmentation des prélèvements pour gérer la crise de la dette, ce serait au contraire les territoires riches (Ile de France) qui seraient pénalisés.

Au final, l'ouvrage distingue plusieurs France :

- une France productive, marchande, dynamique située essentiellement dans les métropoles, parfois dans des villes plus petites ou dans des zones très touristiques (36 % de la population) : cette France là s'en sortira ; elle concentre les « bonnes » activités, les cadres, les infrastructures, la participation à la création de richesses ;
- une France non productive, non marchande mais dynamique, qui vit du tourisme, des retraites et des salaires publics (44 % de la population) comme l'Aquitaine, le Languedoc, la Bretagne (hors métropoles). Cette France est attractive démographiquement, mais elle produit peu et est vulnérable : la population active n'est pas très qualifiée, les transferts sociaux sont forts, le PIB modeste ;
- une France du Nord et du Nord-Est ou du Centre en difficulté, composée soit de bassins industriels déprimés (secteurs de l'automobile, du textile, de la mécanique, de la sidérurgie, comme Roubaix, Tourcoing, Mulhouse) soit de territoires non marchands en déclin (Bourges, Limoges, Béthune, Roanne, Saint-Etienne), qui vit déjà à 60 % de transferts sociaux (elle concentre 20 % de la population).

Ce sont ces derniers territoires qui ont le plus souffert de la crise de 2008/2009 et qui risquent de souffrir encore davantage si les dépenses publiques ou les transferts sociaux diminuent.

Certes, les métropoles (ou certaines d'entre elles, notamment Paris) ont ces dernières années perdu de leur attractivité, alors que les territoires résidentiels non marchands ont été jusqu'à présent les plus attractifs pour la population. Pour

autant, l'ouvrage considère que la situation va évoluer, les gisements de croissance se situant davantage dans des territoires qui concentrent main d'œuvre, services et infrastructures.

Conclusion :

- la ségrégation territoriale va s'amplifier. Déjà, ce n'est plus tant par la consommation que les ménages se distinguent (les consommations se sont rapprochées entre les ménages aisés et les autres) mais par la localisation résidentielle, qui permet aussi l'accès à de meilleurs services, à un meilleur système de formation ;
- la spécialisation des territoires va devenir la forme dominante de la question sociale, et ce d'autant plus que l'action publique va moins jouer ;
- la mobilité de la population d'une zone à l'autre peut être une solution mais pour diverses raisons (dont le coût du logement), les territoires dynamiques sont peu accessibles aux populations fragiles des régions en difficulté. Aider les territoires n'est sans doute qu'inégalement possible : la réindustrialisation du Nord et de l'Est a selon l'auteur largement échoué (exception : Valenciennes).

Commentaires

Le livre éclaire une question encore méconnue au moment où le livre est écrit et sans doute essentielle en termes de cohésion sociale. Il est même peut-être en deçà de la réalité puisqu'il arrête le constat en 2010 alors que, depuis lors, la France a connu une stagnation économique inégalement répartie selon les territoires. L'objectif essentiel est de souligner des menaces, sans avancer de certitudes. Ses dernières phrases évoquent très brièvement l'impératif d'un redressement productif (grâce aux métropoles, au risque de l'accroissement des inégalités territoriales), la nécessité d'aider les mobilités et de travailler à une reconversion plus énergique de certaines zones : mais l'ouvrage défriche une question et amène davantage d'interrogations qu'il n'apporte de réponses.